

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CAMBES EN PLAINE
DU 16 novembre 2009

L'an deux mil neuf, le seize novembre, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Mickaël BERTRAND, Maire.

PRESENTS : Daniel ANTONIOLLI, Jean-Paul AUVRAY, Alain BERTANI, Mickaël BERTRAND, Virginie CHABBERT, Daniel DIGUET, Françoise FLECHE, Laurence FOLLAIN, Eric GOBERT, Elizabeth HOLLER, Joël SUZANNE et Laurence VAN DOORNE.

ABSENTS EXCUSES : Daniel COUTABLE, Jean-Pierre DUBAS, Bernard GUERANDEL.

POUVOIRS : Daniel COUTABLE a donné pouvoir à Eric GOBERT, Jean-Pierre DUBAS a donné pouvoir à Mickaël BERTRAND, Bernard GUERANDEL a donné pouvoir à Joël SUZANNE.

Elizabeth HOLLER est nommée Secrétaire de séance.

1- Ouverture de poste pour vacataire pour l'enseignement de cours d'anglais en CE1

La municipalité de Cambes en Plaine propose aux élèves de CE1 du groupe scolaire Hélène Moulin des cours d'anglais.

Sachant que l'apprentissage de l'anglais en CE1 n'est pas une obligation de l'Etat et n'est donc pas pris en charge en tant que dépense obligatoire d'enseignement.

Cet enseignement pourrait être réalisé par le biais du recrutement d'un vacataire qui interviendra une fois par semaine sur la base d'une heure et sera rémunéré sur un taux horaire de 20 euros par vacation.

Le Conseil Municipal,

Après avoir délibéré, **à l'unanimité,**

- **DECIDE** de recruter un agent vacataire pour l'enseignement de l'anglais aux élèves de CE1 du groupe scolaire Hélène Moulin à raison d'une fois par semaine (sauf vacances scolaires) pour une heure et rémunéré sur un taux horaire de vacation de 20 euros brut.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention devant intervenir entre l'agent vacataire et la Commune de Cambes en Plaine.

2- Subvention à l'association du Local Accueil Ado de Cambes

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal DECIDE, **à l'unanimité,** d'attribuer une subvention de 10 000 € à l'Association des Jeunes de Cambes en Plaine pour l'année 2009.

Les crédits nécessaires sont prévus à l'article 65748 du budget primitif 2009.

3- Subvention au Centre de Loisirs 2009

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal DECIDE, **à l'unanimité,** d'attribuer une subvention de 592.50 € à la ligue de l'enseignement du Calvados pour le Centre de Loisirs de la commune pour l'année 2009.

Les crédits nécessaires sont prévus à l'article 65748 du budget primitif 2009.

4- Indemnité de fonction d'un troisième conseiller municipal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal, en date du 14 mars 2008, n° 2008-08 relative aux indemnités de fonction du conseiller municipal titulaire d'une délégation,
Vu la délibération du Conseil Municipal, en date du 18 septembre 2009, n°2009-45, révisant les indemnités de fonctions du maire,
Vu la délibération du Conseil Municipal, en date du 18 septembre 2009, n°2009-46,
Vu le budget communal,

Considérant que les assemblées délibérantes sont tenues de fixer les indemnités de fonctions dans la limite des taux maxima prévus par la loi pour chaque catégorie d'élus,

Monsieur le Maire précise qu'en application des dispositions de l'article L. 2123-24-1 du code général des collectivités territoriales alinéa III, les conseillers municipaux auxquels le maire délègue une partie de ses fonctions peuvent percevoir une indemnité de fonction spécifique, laquelle doit toutefois rester dans le cadre de l'enveloppe budgétaire consacrée au maire et aux adjoints ayant reçu délégation.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, **à l'unanimité**,

DECIDE d'allouer une indemnité de fonction au conseiller municipal titulaire d'une délégation, Jean-Pierre DUBAS.

DIT que le taux en pourcentage de l'indice majoré 821 conformément au barème fixé par l'article L 2123-23-1 du CGCT : 4.5 %

DIT que les crédits sont prévus au budget 2009.

5- Taxe forfaitaire sur les cessions à titre onéreux de terrains nus rendus constructibles par un document d'urbanisme

Le Maire expose à l'assemblée que l'article 26 de la loi portant engagement national pour le logement (loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006) codifié à l'article 1529 du code général des impôts (CGI), permet aux communes d'instituer, à compter du 1^{er} janvier 2007, une taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus qui ont été rendus constructibles du fait de leur classement :

- Par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu, dans une zone urbaine ou dans une zone à urbaniser ouverte à l'urbanisation
- Ou par une carte communale, dans une zone constructible.

Cette taxe a été créée pour restituer aux communes une part de la plus-value engendrée par le fait de rendre des terrains constructibles, afin qu'elles puissent faire face aux coûts des équipements publics découlant de cette urbanisation.

Il est précisé que la taxe est acquittée lors de la première cession à titre onéreux d'un terrain, intervenue après son classement en terrains constructibles. Son taux, fixé à 10 %, s'applique sur une base égale à 2/3 du prix de cession (soit un taux réel de 6.66 %).

La taxe ne s'applique pas :

- Lorsque le prix de cession, défini à l'article 150 VA du CGI, est inférieur à 3 fois le prix d'acquisition,
- Aux cessions de terrains :
 - o Lorsque ceux ci ont été classés constructibles depuis plus de 18 ans,
 - o Ou dont le prix est inférieur ou égal à 15 000 euros,
 - o Ou constituant les dépendances immédiates et nécessaires de l'habitation principale du cédant ou de l'habitation en France des non-résidents,
 - o Ou pour lesquels une déclaration d'utilité publique a été prononcée en vue d'une expropriation, à condition que la totalité de l'indemnité soit consacrée à l'acquisition, la construction, la reconstruction ou l'agrandissement d'un ou plusieurs immeubles, dans le délai de 12 mois à compter de sa perception,
 - o Ou échangés dans le cadre d'opérations de remembrements (ou assimilées)

- Ou cédés, avant le 31 décembre 2007, à un organisme d'habitations à loyer modéré, à une société d'économie mixte gérant des logements sociaux, ou à un organisme mentionné à l'article L365-1 du code de la construction et de l'habitation (unions d'économie sociale),
- Ou cédés, avant le 31 décembre 2007, à une collectivité territoriale, en vue de leur cession à l'un des organismes mentionnés à l'alinéa précédent (organisme HLM, SEM, etc.).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à la majorité**, (14 voix pour et une abstention).

DECIDE l'institution sur le territoire de la commune de la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus devenus constructibles.

La présente délibération s'applique aux cessions réalisées à compter du 1^{er} jour du 3^{ème} mois qui suit la date à laquelle elle est intervenue. Elle sera notifiée aux services fiscaux au plus tard le 1^{er} jour du 2^{ème} mois suivant cette même date.

6- Utilisation d'un dispositif de feu d'artifice, en nocturne, sur la voie publique

Le Conseil Municipal a pris connaissance de l'usage fait par les utilisateurs de la salle des fêtes au soir du vendredi 6 novembre 2009, de feux d'artifices tirés à minuit sur la voie publique, au carrefour des rues du bourg et du manoir.

Outre les conséquences dommageables en matière de nuisances sonores, les exigences de sécurité ont été totalement méconnues du fait d'un dispositif allumé sur la voie, à proximité immédiate d'arbres et de maisons d'habitation.

Le Conseil Municipal se réservant l'opportunité de faire poursuivre les intervenants au nom de la commune, s'insurge une fois encore contre les débordements nés de l'utilisation de la salle ; du fait, l'assemblée délibérante réitère la nature des engagements devant être pris par les réservataires, qu'ils s'agissent de particuliers, d'associations ou de toute autre structure.

Ces exigences se déclinent en trois volets :

- limitation de toute émergence sonore en provenance de l'intérieur de la salle (interdiction d'ouverture des portes et fenêtres donnant sur la place de l'amitié lors de la diffusion de musique orchestrale ou amplifiée, utilisation obligatoire du limiteur de sons) ;
- respect impératif des normes de sécurité (capacité maximale d'accueil, dégagement de passages et maintien des issues accessibles) ;
- interdiction de toute manifestation bruyante aux abords de la salle (rassemblements, klaxons, feux d'artifices, pétards, musique, etc...)

Le Conseil Municipal demande

- à ce que ces prescriptions de bon sens, figurant au surplus sur le document de réservation de la salle, mais trop souvent oubliées, soient systématiquement rappelées à chaque responsable de réservation, en mairie d'une part puis lors de l'état des lieux d'autre part,
- à ce que soit élaboré sur les points sus-évoqués, un document résumé qui devra être également signé par le réservataire.

Question diverse :

- Le litige opposant le locataire, M. Naucelle, de la zone d'activité du manoir et la commune semble se diriger vers le compromis. Ce locataire invoquait la dangerosité du local (dégradation de la charpente) qu'il occupe pour ne pas payer son loyer. La commune a proposé qu'une solution amiable soit trouvée. Un conseiller municipal délégué en charge des travaux de sécurité se rendra sur place afin d'évaluer contradictoirement les contraintes occasionnées et le cas échéant, proposerait à M. NAUCELLE un local similaire dans la même zone d'activité.

Clôture de la séance à 19H05.

Le Maire,

Mickaël BERTRAND

La secrétaire,

Elizabeth HOLLER